

Déclaration du représentant de la République fédérative du Brésil

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

La pandémie de COVID-19 et la crise économique qui s'est ensuivie ont fait basculer de nouveau des millions de personnes dans la pauvreté, et ont mis les pays développés comme les pays en développement face à des défis sociaux et financiers. Il existe cependant de nettes disparités dans les résultats obtenus par les pays grâce aux mesures qu'ils ont prises pour faire face à la crise sanitaire.

Les politiques anticycliques mises en place localement par les pays développés ont eu pour effet de diminuer les disponibilités de capitaux à investir dans les mêmes mesures dans les pays en développement. Dans ce contexte, les problèmes généraux présents de longue date, comme le chômage, l'accroissement de la dette et la faible capacité d'investissement, prennent des proportions considérables. Ils exigent que les responsables de l'élaboration des politiques redoublent d'efforts pour promouvoir la coopération et le renforcement de la résilience, en vue de préserver le bien-être des populations vulnérables et de garantir un niveau de vie minimal.

Dans cette optique, le Gouvernement brésilien a lancé l'initiative Auxílio Brasil pour fusionner en un même programme différentes politiques publiques dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'emploi. Ce nouveau programme de transfert de revenus cible les familles et les personnes vulnérables à l'échelle du pays, et vise à soutenir financièrement les plus pauvres tout en leur apportant des outils et des connaissances qui pourront les aider à surmonter des problèmes d'ordre structurel et leur garantir des moyens d'existence malgré les difficultés.

Le Brésil est conscient que les objectifs fixés pour les dix prochaines années ne pourront être atteints que si le secteur public comme le secteur privé accroissent leurs investissements dans des projets respectueux de l'environnement. À moins que les pays n'apportent les ressources nécessaires pour transformer totalement les secteurs économiques, une relance verte vigoureuse ne sera pas possible à l'échelle mondiale à moyen ou long terme.

Dans le cadre d'une autre initiative récemment lancée au Brésil, le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'approvisionnement alimentaire a élaboré un Plan sectoriel pour l'adaptation aux changements climatiques et l'agriculture bas carbone (ABC+). L'objectif de ce programme est d'encourager l'adaptation aux changements climatiques et la limitation des émissions de gaz à effet de serre dans le secteur agricole en accroissant l'efficacité et en renforçant la résilience des exploitants agricoles. L'équipe du projet met au point des stratégies pour accroître la capacité d'adaptation des agriculteurs face aux changements climatiques et encourager la concertation entre les administrations publiques et la société civile.

Il est important de rappeler que le Brésil soutient pleinement la mise en œuvre de modèles de production alimentaire durable pour garantir un développement juste et équitable. En outre, les initiatives telles que le plan ABC+ sont destinées à favoriser une transformation positive des systèmes agricoles et sont essentielles pour concrétiser les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les engagements pris au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

La communauté internationale doit garder à l'esprit que les crises contemporaines sont souvent interconnectées. Au cours des dernières années, des crises qui se sont déclenchées au niveau local ont eu des conséquences transversales dans le monde entier. Les États doivent par conséquent intensifier leur coopération afin de renforcer la résilience et de mettre au point des solutions communes et exhaustives face à des problèmes qui ne se limitent plus à une zone géographique donnée. Cela implique également de déployer des ressources supplémentaires pour encourager

des transformations structurelles et réagir aux catastrophes qui touchent l'humanité.

Les organisations internationales telles que le FIDA jouent un rôle de premier plan en apportant des fonds et des compétences spécialisées à leurs États membres, et doivent par conséquent être appuyées par les parties concernées. Il convient en outre de renforcer les marchés financiers locaux et d'inciter le secteur privé à accroître ses contributions au financement vert.

Beaucoup de ces idées ont déjà été appliquées, mais il conviendra d'intensifier encore la concertation pour éviter que les populations les plus vulnérables ne soient les grandes victimes des catastrophes mondiales.

Je vous remercie.